

Fédération Suisse de Pêche

La Suisse a un besoin urgent de plan d'action Poissons

Le Conseil fédéral le veut - et espérons que le Conseil des États le voudra aussi mardi : un plan d'action poissons pour que les espèces de poissons indigènes gravement menacées ne soient pas encore plus mises sous pression. La Fédération Suisse de Pêche (FSP) soutient avec conviction l'initiative politique correspondante.

La conseillère aux États neuchâteloise Céline Vara souligne que les conditions de vie des poissons se sont encore plus fortement et encore davantage dégradées ces dernières années. Il faut agir : Vara : « Ce qui a fait ses preuves pour les écrevisses est également nécessaire et urgent pour les poissons suisses : un plan d'action poissons ». C'est exactement ce qu'elle demande dans sa motion qui sera à l'ordre du jour du mardi 11 mars 2025. Le Conseil fédéral reconnaît la nécessité d'agir pour les poissons et est prêt à accepter l'intervention.

La Fédération Suisse de Pêche fait pression

La motion a le plein soutien de la Fédération Suisse de Pêche (FSP), comme le constate son président central Daniel Jositsch : « Les poissons sont muets et ne peuvent pas se défendre ». Leurs effectifs diminuent silencieusement et régulièrement, sans que le public n'y prête attention. « Nous devons maintenant mettre un terme à cette situation et assumer notre responsabilité en tant que société », poursuit Jositsch. En effet, la Fédération Suisse de Pêche attire l'attention depuis des années sur le mauvais état des populations piscicoles en Suisse. Jositsch : « Les trois quarts des espèces de poissons indigènes sont soit déjà éteintes, menacées d'extinction ou menacées et figurent donc sur la liste rouge ».

Le Conseil fédéral est conséquent

Dans son rapport environnemental 2022, le Conseil fédéral déclarait déjà : « En raison de la perte de surface, de l'urbanisation, des pollutions chimiques, du changement climatique et de la propagation d'animaux et de plantes introduits, les cours d'eau comptent parmi les habitats les plus menacés ». Il n'est donc pas surprenant, mais cohérent, qu'il accepte maintenant la motion Vara.

Zones de protection des poissons

La conseillère aux États Vara souligne que l'amélioration des habitats par des revitalisations, la protection de l'espace des cours d'eau, l'assainissement écologique de l'énergie hydraulique et l'amélioration de la qualité de l'eau sont décisifs pour la biodiversité aquatique. Avec un plan d'action poissons, le Conseil fédéral devrait maintenant définir des mesures pour la conservation des espèces indigènes, comme d'autres revitalisations, la mise en réseau des habitats aquatiques ou encore la définition de zones de protection des poissons.